

11/09/2011

Fukushima : voici venu le temps de l'imposture scientifique

Thierry Ribault Economiste au CNRS

Ce week-end, un colloque scientifique factice ; à l'automne, une enquête de santé publique pipeautée...



Après le temps des mensonges industriels, avec Tepco dans le rôle du coupable idéal, après le temps de la panique feinte de l'Etat, avec l'ex-Premier ministre Naoto Kan dans le rôle du fusible politique, voici venu le temps de l'imposture scientifique avec le professeur Shunichi Yamashita dans le rôle du savant histrionique, détenteur indiscutable de la vérité sur l'ampleur des dégâts sanitaires après la catastrophe. Imposture scientifique en deux temps.

1

Ce week-end, un colloque scientifique factice

Ce dimanche 11 et lundi 12 septembre, le professeur Yamashita doit présider le premier grand colloque sur la catastrophe nucléaire qui se tiendra à la faculté de médecine de Fukushima, la « Conférence internationale d'experts de Fukushima - Radiation et risque sanitaire ». Selon le comité d'organisation, voici l'objectif de cette conférence qui réunira trente experts japonais et étrangers notamment de l'UNSCEAR, de l'ICRP, de l'AIEA et de l'OMS :

« Faire des recommandations visant à supprimer l'anxiété des résidents de Fukushima face à la radiation [...]. Il s'agit de mener une évaluation externe de la recherche portant sur la gestion sanitaire du département de Fukushima, et d'apporter une réponse à l'inquiétude des mères. »

Ainsi, vingt-cinq ans après Tchernobyl, resurgit la thèse selon laquelle la crainte de l'irradiation artificielle relèverait de la psychiatrie : la « radiophobie » serait la vraie cause des problèmes.

« Plus vous sourirez, moins la radiation vous atteindra »

Principal organisateur, Shunichi Yamashita, de l'université de Nagasaki, est « conseiller pour le risque sanitaire lié aux radiations » auprès du département de Fukushima. Il se présente comme issu d'une famille survivante de Nagasaki et contribue activement à la banalisation de la radioactivité.

Médiatisé, le professeur Yamashita passe pour un scientifique fiable et rassurant auprès des gens qui avouent se sentir mieux quand ils l'entendent. Il n'hésite pas à clamer :

« Plus vous sourirez, moins la radiation vous atteindra [...]. Si vous ne souriez pas, les rayons auront un effet sur vous. Cela a été prouvé par expérimentation animale. »

« La situation, aggravée par un désastre de l'information »

On trouve dans l'argument du colloque daté du 1er août, les éléments suivants qui laissent peu de doutes sur l'intention des organisateurs :

« La situation de Fukushima a été aggravée par ce que l'on ne peut qu'appeler un désastre de l'information : les nouvelles qui circulent varient selon les sources, qui sont parfois incompétentes. Il est essentiel que nous travaillions à mettre en circulation uniquement de l'information correcte et scientifique sur les effets sanitaires de la radiation. » Les organisateurs du colloque de Fukushima entendent ainsi « fournir des recommandations appropriées issues du monde des experts, et communiquer à la fois une information correcte sur les risques sanitaires liés à la radiation et une vision claire de ce qui constitue une véritable sensibilisation au risque ».

Peut-on toutefois attendre une information scientifique d'un colloque dont le vice-président, Abel Julio Gonzales, membre de l'AIEA, vice-président de l'ICRP (International Commission on Radiological Protection) et conseiller de l'autorité de régulation nucléaire d'Argentine, déclarait lors de la conférence de l'OMS du 4 juin 2001 à Kiev :

« Tchernobyl a causé 31 morts, 2 000 cancers évitables de la thyroïde chez l'enfant, et à ce jour il n'existe aucune preuve validée internationalement de l'impact de l'exposition aux radiations sur la santé publique à Tchernobyl. »

Comparaison interdite avec Hiroshima?

Deux figures importantes et critiques du monde scientifique japonais ont été écartées du panel d'experts mobilisés pour la conférence, Hiroaki Koide et Tatsuhiko Kodama.

Le premier est un spécialiste de la mesure du rayonnement et de sûreté nucléaire au Research Reactor Institute de l'Université de Kyoto, le second professeur au Research Center for Advanced Science and Technology et directeur du Radioisotope Center de l'université de Tokyo.

S'ils ne figurent pas parmi les experts invités, est-ce parce que Hiroaki Koide déclarait récemment qu'« il n'y aucun seuil de sécurité pour la santé en matière d'exposition à la radiation, quel que soit notre âge », tandis que Tatsuhiko Kodama, auditionné le 27 juillet à la Diète, affirmait que « le niveau total de radioactivité émise depuis le 11 mars est équivalent à 29,6 bombes d'Hiroshima en termes de quantité de chaleur, et de l'ordre de 20 fois Hiroshima en termes de volume d'uranium » ?

Avec l'argent du « fasciste le plus riche du monde »?

On peut également s'interroger sur l'objectif réel d'une manifestation financée par la Nippon Foundation (à ne pas confondre avec la Japan Foundation). Cette fondation, dont on pouvait voir les camps de bénévoles installés dans le Tohoku dès le 12 mars, a été créée en 1962 par Ryoichi Sasakawa, dont la réputation est sulfureuse, accusé de crimes de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale (mais jamais condamné) et se définissant lui-même, dans une interview à Time en 1974, comme « le fasciste le plus riche du monde ».

La fondation est maintenant présidée par son fils, Yohei Sasakawa, chroniqueur au journal d'extrême-droite Sankei Shimbun. En 2010, la branche française de la Nippon Foundation, la Fondation franco-japonaise Sasakawa, dont le vice-président du conseil d'administration est Jean-Bernard Ouvrieu, ancien gouverneur pour la France à l'AIEA et ancien ambassadeur au Japon, a poursuivi pour diffamation Karoline Postel-Vinay, directrice de recherches au CERI-Sciences-Po.

Il s'agissait pour la fondation, qui a été déboutée par la 17e chambre du tribunal correctionnel de Paris, de tenter d'intimider ceux qui pointent sa stratégie de promotion de travaux universitaires négationnistes (notamment par rapport aux crimes de guerre, au massacre de Nankin et à la question de l'esclavage sexuel durant la guerre en Corée). Faut-il s'inquiéter du passé trouble du financeur du premier colloque sur les conséquences sanitaires de la catastrophe nucléaire de Fukushima ?

Un colloque inaccessible au public et aux victimes

Que faut-il en outre penser du fait que la Nippon Foundation ait rendu ce colloque totalement inaccessible au public et aux victimes ?

Il est vrai que le colloque sera retransmis sur un site Internet. Ainsi, les experts sur la scène et le peuple aux écrans, le spectacle peut continuer en toute tranquillité.

2

A l'automne, une enquête de santé publique pipeautée

L'imposture scientifique ne s'arrête toutefois pas là. En juin, le département de Fukushima a annoncé la réalisation d'une enquête de santé publique auprès des habitants exposés à de forts taux de radiation. Dès l'automne, tous les habitants du département recevront un questionnaire permettant de recueillir le détail de leurs activités et de leur consommation alimentaire deux semaines après le 11 mars.

Le taux de radiation estimé sera ensuite comparé avec les taux détectés. Seuls les résidents ayant un taux élevé seront soumis aux examens par anthropogammamétrie, examen des glandes thyroïdes, des urines et du sang. Les informations seront stockées durant trente ans dans une base de données créée par l'université de médecine de Fukushima, qui se félicite dans l'Asahi Shinbun du 18 juin 2011 :

« L'étude ira bien au-delà de toutes celles qui ont été réalisées sur les victimes de Hiroshima et de Nagasaki dans la mesure où elle intègrera l'évaluation de la contamination interne. » Deux réserves de taille peuvent toutefois être exprimées vis-à-vis de cette initiative pavée de bonnes intentions.

Une enquête dont on annonce déjà les résultats

Selon les responsables de cette enquête, celle-ci « a été conçue de manière à calmer les inquiétudes, et à garantir la sécurité et le soulagement grâce à un contrôle sanitaire à long terme des habitants du département de Fukushima ».

Toshiteru Okubo, président de la Radiation Effects Research Foundation (un groupement coopératif de recherche nippo-américain sur les retombées de la bombe A, créé en 1947), pronostique d'ailleurs déjà les résultats de l'étude (Asahi Shinbun du 18 juin 2011) :

« L'impact des accidents de Fukushima sur la santé publique peut être présumé très mineur [...]. L'exposition de la population à quelques douzaines de millisieverts par an ne constitue pas un niveau auquel des effets sur la santé ont été constatés dans les études antérieures [...]. A de tels niveaux de radiation, il est fort probable que les effets liés à la consommation de tabac ou au stress de l'évacuation soient plus importants que ceux liés aux radiations. » Non seulement, on lance une enquête dont on annonce déjà les résultats, mais les initiateurs parlent de « sécurité » et de « soulagement » alors qu'ils tiennent par ailleurs des propos pour le moins alarmants quant aux doses au corps admissibles.

Le seuil de risque le plus haut du monde?

De fait, il est permis d'avoir des doutes sérieux quant au caractère véritablement scientifique de la démarche de cette enquête dans la mesure où l'université de médecine de Fukushima et le professeur Yamashita, également à l'origine du projet, soutiennent l'idée selon laquelle « il n'y a absolument aucun effet sur la santé tant que la contamination est inférieure à 100 microsieverts par heure », soit 876 millisieverts par an, c'est-à-dire 876 fois la dose maximale annuelle admissible selon l'ICRP, ou encore 44 fois la dose admissible pour les travailleurs du nucléaire aux Etats-Unis et en Allemagne.

Ces déclarations faites en mars, au moment où les débits de dose étaient au plus haut dans le département de Fukushima, ont toutefois été rectifiées deux mois plus tard : en bon scientifique le professeur Yamashita a alors clamé que le seuil de risque se situait à 100 millisieverts par an.